Demande de protection fonctionnelle de l'agent faisant l'objet de poursuites pénales

Nom : Prénom : Matricule : Catégorie : Tit ☐ Non Tit ☐ Fonction : Nom et adresse du service : Direction Générale : ☎ : ✉ :	Direction des Ressources Humaines Pôle Administration Ressources Humaines 51, rue Gustave Delory 59047 LILLE Cedex <u>Imprimé à transmettre à :</u> RH-protection fonctionnelle@lenord.fr
--	---

Nature des actes à l'origine de la demande de la protection fonctionnelle :

Date :	Heure :	Lieu :
Nature des poursuites pénales (plainte, convocation, audition par les services de police...) (1) Joindre une copie :		
.....		
Identité de l'auteur des poursuites (si connue) :		
Statut pénal de l'agent (2) : ☐ Garde à vue ☐ Témoin assisté ☐ Mesure de composition pénale		
☐ Autre :		
(1) Notion de poursuites pénales		
Les poursuites pénales sont constituées par l'ensemble des actes accomplis dans le cadre de l'action publique, depuis sa mise en mouvement par le procureur de la République ou par la partie lésée, jusqu'à son extinction. Elles incluent notamment la <u>citation directe devant la juridiction pénale</u> , la <u>mise en examen</u> par le juge d'instruction ou la convocation dans le cadre d'une procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité.		
Un dépôt de plainte sans constitution de partie civile, une plainte non suivie d'effet contre l'agent et/ou une audition dans le cadre d'une enquête préliminaire ne constituent pas des poursuites .		
En cas de garde à vue : Alerter le Pôle Administration Ressources Humaines afin de prévenir la DAJAP.		
(2) Conformément à l'article L.134-4 du code général de la fonction publique , « Lorsque l'agent public fait l'objet de poursuites pénales à raison de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle détachable de l'exercice de ses fonctions, la collectivité publique doit lui accorder sa protection. L'agent public entendu en qualité de témoin assisté pour de tels faits bénéficie de cette protection. La collectivité publique est également tenue de protéger l'agent public qui, à raison de tels faits, est placé en garde à vue ou se voit proposer une mesure de composition pénale. ».		

Conséquences :

Agent : ☐ Aucune ☐ Choc émotionnel ☐ Arrêt de travail ☐ Autres (à préciser) :	<u>Autre(s) personne(s) et lien avec l'agent :</u>	☐ Aucune ☐ Choc émotionnel
--	--	---

Mesures souhaitées :

☐ Assistance juridique (3)	☐ Suivi psychologique (Communiquer le n° de ☎ personnel de l'agent)
---	--

(3) L'assistance juridique est l'une des composantes de la protection fonctionnelle, qui consiste, si l'agent souhaite être représenté par un avocat, en la prise en charge, par la collectivité, des frais d'honoraires dans les limites des plafonds fixés par délibération du Conseil Départemental.